



Vue fictive depuis le Chasseral vers les sites de La Joux-du-Plâne, de la Vue-des-Alpes et de Tête-de-Ran. Un montage de Paysage libre, la nouvelle association qui fédère les opposants à l'éolien. ARCHIVES

L'éolien suisse mis à l'épreuve

> Renouvelable Les opposants de tous les sites pressentis se fédèrent et publient un manifeste

> Le vote de Ste-Croix (VD) dimanche sera largement suivi

Yelmarc Roulet

Renoncer à subventionner l'énergie éolienne, ni plus ni moins. C'est ce que réclame un Manifeste lancé jeudi par les opposants des turbines, désormais fédérés sous le nom de Paysage libre. Tous ceux qui voudront bien signer ce document s'associeront à une demande de révision de la nouvelle politique fédérale de l'énergie. «Il est encore temps d'écarter le désastre et de sauver nos derniers espaces peu ou pas construits», souligne François Bonnet, le président de Paysage libre.

Du canton de Soleure au coude du Rhône, en passant par le Jorat, la liste des adhérents à Paysage libre compte une quinzaine de membres dont certains constituent déjà, comme Pro Crêtes (VD/NE) de mini-faïtières. Les sommets du Jura sont la destination privilégiée de l'éolien suisse: 80% de tous les projets envisagés s'y retrouvent.

Faut-il voir dans Paysage libre une sorte de confédération des *nimby* (*not in my backyard*), autrement dit de ces groupements qui selon le concept sociologique anglo-saxon se constituent contre un projet de voisinage?

Pas uniquement, car plusieurs personnalités proches de l'environnement et détachées d'enjeux de proximité fournissent leur appui. Philippe Roch, l'ancien directeur de l'Office fédéral de l'environnement, est devenu un militant de la cause contre les «moulins à vent», tout comme l'ancienne conseillère aux Etats Erika Forster (PLR/SG). Malgré l'importance de leur réseau politique, tous deux admettent une certaine solitude: «Aucun parti ne partage toutes nos vues, le soutien à l'énergie éolienne fait l'objet dans la classe politique d'une hégémonie de pensée.»

Des François Bonnet, en revanche, il doit y en avoir un certain nombre dans Paysage libre. Ce Neuchâtelois, écologiste de la première heure, avait appelé de ses vœux l'énergie éolienne. Mais la multiplication des projets, sans coordination, vu d'ensemble ni transparent, l'a fait peu à peu virer de bord. «Notre curiosité critique nous a conduits devant un mur d'opacité, ce qui nous a encouragés à fouiller», renchérit Richard Patthey, autre animateur de Paysage libre. Ou comment des amoureux de la nature se sont transformés en redoutables ferailleurs contre la plus avancée des énergies renouvelables. Que disent-ils des Verts qui soutiennent les turbines? «Ils ont perdu tout

esprit critique, pour eux l'idée de pouvoir enfin construire quelque chose a dû être une libération...»

Tandis que les opposants se fédèrent, une autre occasion marque le moment délicat que traverse l'éolien suisse. Le vote de Sainte-Croix (VD), dimanche, est très attendu par tout ce que cette forme d'énergie compte de partisans, d'opposants et d'autorités chargées de veiller à la diversification énergétique. Ce premier vote dans le canton de Vaud, au moment où il s'agit de «sortir du nucléaire», indiquera où souffle le vent pour les nombreux projets dans le pipeline le long de tout l'Arc jurassien.

«Cantons et communes peuvent rejeter les mauvais projets»

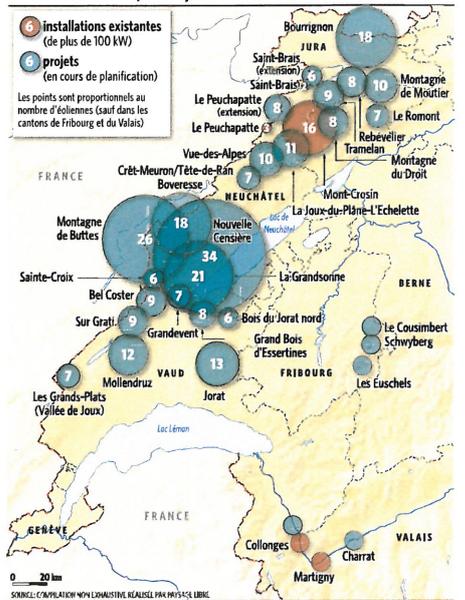
La proclamation du Manifeste de Paysage libre se veut un geste contre la dispersion, qui était jusqu'à présent celle des divers opposants. Dispersion est du reste le maître mot du développement éolien en Suisse. «Lors de l'élaboration du concept fédéral, les électriciens ont fait de fortes pressions pour qu'il n'y ait aucune planification contraignante», affirme Richard Patthey. Encouragés par la rétribution à prix coûtant (RPC), les entreprises d'électricité se sont livrées à une forte concurrence en matière d'image et d'occupation du terrain, précédant de beaucoup

les «planifications positives» auxquelles certains cantons, comme Vaud, sont encore en train de travailler.

La dispersion risque d'être défavorable aux projets eux-mêmes, puisque l'idée de voir tout le Jura hérissé d'éoliennes interpelle jusqu'aux mieux disposés envers les énergies renouvelables. Le conseiller national Laurent Favre (PLR/NE), directeur de la Chambre d'agriculture de son canton et président de Suisse Eole, le lobby de la branche, comprend que cette prolifération puisse inquiéter. Mais cette impression doit être relativisée selon lui par le fait que les communes et les cantons conservent le dernier mot, grâce à leurs compétences en matière d'aménagement du territoire, et donc toute possibilité de rejeter les mauvais projets. «Ce n'est pas parce qu'un projet obtient une promesse de rétribution au prix coûtant que l'autorisation de construire est acquise», souligne-t-il, rappelant que seule une vingtaine d'éoliennes tournent en Suisse à ce jour.

Le Manifeste de Paysage libre réclame un cadre fédéral plus strict s'agissant notamment du bruit («un nouveau type» des éoliennes et de la distance des habitations. Alors que 350 m sont tolérés en Suisse, ce texte demande de multiplier par 10 la hauteur totale de l'installation pour protéger la population. Pour Paysage libre, la protection des espaces jurassiens dans leur caractère actuel est un impératif autrement plus important que la contribution éolienne

La chaîne du Jura, terre promise de l'éolien



et que les scénarios de la Confédération qui imaginent couvrir en 2050 7% de la consommation actuelle de l'électricité consommée en Suisse, grâce à 800 turbines. «En mettant l'accent et les moyens

sur les économies d'énergie et le solaire, la Suisse pourrait sortir du nucléaire en 20 ans sans éoliennes», assure François Bonnet.

www.paysage-libre.ch

«Central pour sortir du nucléaire»

> Roger Nordmann, conseiller national (PS/VD) et président de Swissolar



Le Temps: Les producteurs d'électricité misent tout sur l'éolien au détriment du solaire. Juste ou faux?

Roger Nordmann: Faux. Tout le monde admet, Conseil fédéral en tête, que le solaire est appelé à remplacer la moitié du nucléaire, alors que l'éolien n'assurera qu'une petite partie du solde. Les électriciens investissent de plus en plus dans le solaire. Mais comme l'éolien produit plus en hiver, contrairement au solaire, il est très précieux pour la sécurité de l'approvisionnement. Comme une éolienne coûte 4 à 5 millions,

il est évident que seules les entreprises électriques, majoritairement publiques, ou de gros investisseurs peuvent s'y lancer.

– Admettez-vous que la rétribution à prix coûtant (RPC) ait des effets pervers?

– Non. Ce système est un grand succès. Il a déjà permis d'augmenter de plus de 1 TWh la production annuelle suisse toutes énergies confondues. Cela représente 1,6% de la consommation. Il donne aux investisseurs privés ou publics l'assurance de pouvoir amortir l'installation. La RPC est l'instrument central pour sortir proprement du nucléaire au cours des 25 prochaines années. Sinon, le nucléaire sera remplacé par de l'électricité gazifière ou charbonnière.

– Les projets se sont multipliés sans le désordre et menacent de couvrir tout le Jura. Est-il encore temps pour les autorités de reprendre la main par une coordination?

– C'est indispensable. Les éoliennes doivent être groupées en parcs, pas dispersées. Il faut les mettre sur les flancs plutôt que sur les crêtes, car elles sont moins visibles. Personnellement, je suis pour les mettre en forêt: le dommage est minime pour l'environnement et il existe des routes d'accès presque partout. L'autre piste, c'est évidemment à proximité des barrages, dans les Alpes, car il y a déjà le barrage, les lignes électriques et les routes.

– L'éolien, une cause perdue en Suisse?

– Non, mais seuls les projets qui associent dès le début les communes avancent bien. Il faut que commune et habitants puissent co-investir dans le projet. Les approches «coloniales», où un grand groupe électrique essaye d'imposer des éoliennes comme autrefois des centrales nucléaires, seront de plus en plus vouées à l'échec.

Propos recueillis par Y. R.

«Impossible sans subvention»

> Christian Buser, responsable des énergies renouvelables pour la Suisse d'Alpiq



Le Temps: Les opposants aux éoliennes réclament que l'on renonce à les subventionner. Votre réaction?

Christian Buser: Une subvention sous forme de RPC ou autre est indispensable pour rendre les parcs éoliens économiquement viables. Supprimer ce soutien est effectivement le meilleur moyen pour stopper complètement leur développement en Suisse, les opposants l'ont bien compris.

– Les entreprises d'électricité passent pour développer l'éolien au détriment des autres énergies renouvelables, le solaire notamment. Pouvez-vous confirmer ou infirmer ce point avec des chiffres comparatifs?

– Notre stratégie est d'investir prioritairement dans les technologies qui produisent le plus de kWh par franc investi ou dont le prix de revient est le plus proche du prix du marché, ce qui est actuellement le cas de l'éolien. L'éolien a aussi un avantage pour la capacité de production au m². Mais ces deux sources d'énergie sont complémentaires et doivent être exploitées ensemble.

– Ne faut-il pas dédommager davantage les collectivités sacrifiées par l'implantation d'un site: 3% du chiffre d'affaires, ce n'est pas très alléchant...

– Nous veillons à ce que nos parcs aient également des retombées positives pour l'ensemble de la commune. Nous essayons d'implanter nos éoliennes sur des terrains communaux et proposons aux collectivités de prendre des parts dans la société d'exploitation.

Au Peuchapatte, nous avons établi le siège de la société d'exploitation à Muriaux afin que la commune puisse également percevoir les impôts liés au parc.

– Les promoteurs tendent aujourd'hui à être autant diabolisés pour leurs projets éoliens que c'était le cas du temps des centrales nucléaires...

– La solution miracle n'existe pas. Les parcs éoliens ou photovoltaïques ne se construisent pas sans atteinte au paysage. Les projets hydrauliques ne se font pas sans impact sur les cours d'eau, les centrales à gaz et les petites installations décentralisées de couplage chaleur-force produisant du CO₂, l'importation d'électricité n'est pas possible sans la construction de lignes à très haute tension. Si l'on ne veut plus du risque nucléaire, il faut impérativement trouver des compromis pour assurer l'approvisionnement électrique de la Suisse à un prix compétitif.

Propos recueillis par Y. R.